

## Retraites : ne croyez pas tout ce qu'on vous dit !

### Raffarinades, propagande et autres mensonges...

Pour faire passer leur réforme des retraites, gouvernement et patronat utilisent une grossière propagande, abondamment relayée par les médias. Deux mensonges, à titre d'exemples :

**1<sup>er</sup> mensonge** : Le gouvernement dit vouloir plus d'« équité » entre public et privé. Mais il se tait, et pour cause, sur l'équité entre salariat (public ou privé) et patronat. Et puis, s'il est vraiment soucieux d'équité, pourquoi ne supprime-t-il pas les scandaleuses mesures du gouvernement Balladur ? En août 1993, ce dernier a fait passer la durée des cotisations de 37,5 à 40 années pour le privé. En même temps, il a modifié la période de référence de calcul : désormais, une retraite ne sera plus calculée d'après les 10 meilleures, mais d'après les 25 meilleures années de cotisation. Mesure dévastatrice pour la retraite de millions de personnes, qui auront connu de longues périodes de précarité suite aux *crises économiques* et autres *plans sociaux*.

### Il n'y a pas de fonctionnaires privilégiés : juste des salarié-e-s de plus en plus spolié-e-s !

La campagne anti-fonctionnaires a pour but de culpabiliser les salarié-e-s du public, tout en les opposant au secteur privé et à l'opinion publique dans son ensemble. Harmonisation par le bas, c'est cela, l'« équité » de M. Raffarin, l'homme de la « France d'en bas ». A ce petit jeu-là, pourquoi n'obéirait-il pas à son cher Medef, qui veut faire cotiser les salarié-e-s 43 ou 45 ans ( !!! ) ?...

**D'ailleurs, ce rallongement du temps de travail est-il équitable envers les chômeurs/euses et les jeunes qui cherchent un emploi ?**

Actuellement, déjà, seuls 43,5 % d'hommes et de femmes ont encore un travail à la veille de leur retraite. Pour ces gens, est-il équitable qu'augmente encore la durée des cotisations ?

**2<sup>ème</sup> mensonge** : le vieillissement de la population rendrait urgent un rallongement du temps de travail. On veut ainsi nous affoler, en annonçant que le coût des retraites sera multiplié par 3 durant les 40 prochaines années. Or, durant les 40 dernières années, le coût des retraites a été multiplié par 10 sans que le système par répartition soit conduit à la faillite. C'est que, durant le 20<sup>e</sup> siècle, la croissance de la productivité a été en moyenne de 2 % par an (avec deux guerres mondiales). Ce qui laisse penser que la productivité peut être encore multipliée par 2,2 d'ici 2040. La situation est donc destinée à s'améliorer. Encore faut-il que les richesses considérables de notre pays soient équitablement réparties, et que les profits du capital cessent d'augmenter au détriment des salaires... Autrement dit :

**Une retraite digne de ce nom,  
peut être non seulement  
maintenue, mais améliorée !**



## **Derrière les mensonges : le magot des fonds de pension**

Quel est le but caché du patronat et des actionnaires, soutenus par le gouvernement ? Réduire les cotisations pour inciter les salarié-e-s à se constituer leur petite retraite personnelle, en plaçant leur argent en bourse. Bien sûr, les fonds de pension ne sont plus à la mode depuis qu'Enron a anéanti brutalement les retraites de ses salarié-e-s par sa faillite frauduleuse. N'empêche que les fonds de pension se mettent dès maintenant en place, sous le joli nom d'*épargne salariale* (merci, Fabius !). Des fonds communs de placements, destinés (si tout se passe bien !) à financer un complément pour les retraites, font de plus en plus concurrence aux caisses de la Sécu, donc à l'assurance vieillesse du régime général. Ces fonds de pension déguisés menacent les retraites et divisent les salarié-e-s. Finalement, ils ne profitent qu'aux gros actionnaires et au patronat. En bref ;

### **Le système par répartition est remplacé par un suicidaire *chacun pour soi* !**

**Face à ces duperies, les travailleurs/euses ont le droit et le devoir de se poser les vraies questions.**

Par exemple : Peut-on prélever sur l'ensemble des richesses produites (salaires+profits) pour financer les retraites ? La prise en compte des jeunes est-elle possible dès l'âge de la majorité, sachant que de nos jours ceux-ci ne trouvent généralement un emploi qu'après 22-23 ans ? Est-il acceptable que les millions de bénéficiaires de minima sociaux (chômeurs/euses, handicapé-e-s, mères seules aux foyer, etc...) exclu-e-s, entre autres, des caisses complémentaires, se retrouvent dans une misère noire dès l'âge de la retraite ? Est-il pertinent de rejeter catégoriquement la mise en place des fonds de pension (épargne salariale, préfon) ? etc, etc.

### **Il est urgent d'agir, ENSEMBLE !**

Tout le monde le sait : la mobilisation syndicale habituelle ne suffira pas ! Il faut créer un mouvement social autonome et uni, seul capable d'imposer ses intérêts aux patrons, aux actionnaires, à l'Etat ou aux partis. Avec ou sans appareil syndical, cette résistance a déjà commencé. D'abord chez EDF, malgré le piège tendu par les responsables CFDT, CFTC, CGC et CGT, puis par la mobilisation nationale du 1<sup>er</sup> février. Mais cette manifestation, même considérable, n'a été qu'un acte symbolique, qui peut tout au plus retarder la mise en œuvre de la réforme. C'est pourquoi

**Des syndiqué-e-s, parfois en opposition à leur centrale syndicale,  
vous proposent de poursuivre l'action ensemble !**

Au-delà des chapelles syndicales ou politiques, au-delà des intérêts corporatistes qui divisent stupidement les travailleurs/euses, nous sommes prêts à débattre avec vous pour continuer la lutte.

**Dans notre intérêt, celui de nos familles et de toute la société, EXIGEONS ENSEMBLE :**

- L'abrogation des dispositions Balladur de 1993 !
- La possibilité, pour celles et ceux qui cotisent depuis l'âge de 14/16 ans et ont passé le cap des 37,5 annuités, d'en finir avec le travail si elles/ils le désirent !

Le **Collectif**

**vous invite à débattre de toutes ces questions**

**Mercredi 9 Avril 2003 - 20 heures**

**A l'espace Tival - Kingersheim**

*Entrée libre*

**\*Ce collectif est constitué de syndicalistes de base, adhérant-e-s à la CFDT, CGT, CNT, SUD. Il est soutenu par diverses organisations (ACC, attac 68, Ras l'front, LCR, PCF).**

Contact : Collectif des « 37,5 ». c/o Maison des Ensemble, 32 rue Huguenin - 68200 Mulhouse  
E mail : collectif37.5@calixo.net